



COMPTE-RENDU DU 8^{ème}
ATELIER D'HISTOIRES
POPULAIRES

AUTOMNE - HIVER
2013 - 2014

LA GUERRE D'ALGÉRIE

témoignages et échanges avec Rémi Serres et Robert Siméon
samedi 21 septembre 2013 à la Salle des Fêtes de Vaour

¹ A noter que la population de confession Israélite avait obtenu le statut de citoyen français en 1889 (décret Crémieux).

Quelques repères concernant l'Algérie depuis le début de la colonisation

La colonisation a débuté en 1830 avec le débarquement de 37 000 hommes et la prise d'Alger. Une forte résistance s'organisa autour d'Abdelkader, qui fit sa reddition en 1847.

La colonisation se poursuivit passant d'une occupation restreinte, tout d'abord dans l'Oranais et l'Algérois, à des missions de peuplement « colonisations auxiliaires de la conquête », jusqu'aux frontières actuelles avec le Niger, avec des confiscations de terres et des campagnes publicitaires dans la métropole. En un siècle (de 1840 à 1936), la population européenne est passée de 35 000 âmes à près d'1 million de personnes réparties de la manière suivante : 50% de Français, 30 % d'Espagnols, 20 % d'Italiens et de Maltais.

Dans le même temps, la population autochtone est passée de 2 millions à 8 millions de personnes (forte poussée démographique).

Relevons qu'à aucun moment au cours de la colonisation, une situation de paix et de pacification n'a abouti. Des soulèvements eurent lieu tout au long de l'occupation française dont l'insurrection de 1871 en Kabylie.

En 1881, le code de l'indigénat fait des musulmans des citoyens de seconde zone. La citoyenneté française n'était accessible à la population autochtone qu'en abandonnant leur confession musulmane. Un projet de loi en 1936 prévoyant l'accès à la citoyenneté sans renoncement, fut rejeté par le Parlement français¹.

Cette situation de division et d'inégalité aboutit en 1945 aux manifestations, d'abord pacifiques, de Sétif, de Guelma et du Constantinois. Manifestations qui furent l'objet d'une forte répression (plusieurs milliers de morts).

Dès lors, le mouvement nationaliste se radicalisa et opta pour la lutte armée. Un comité révolutionnaire d'unité et d'action fut créé en 1954 et le 1er novembre l'insurrection des Aurès déclencha « La Toussaint rouge ». La guerre d'Algérie commence alors et ne se terminera qu'en 1962 avec les accords d'Évian.

Durant ces huit années de conflit, le pouvoir central français alterna entre une politique de négociation et d'ouverture et une politique ferme et militaire : La première promettait aux Algériens de confession musulmane, dès 1956,

la reconnaissance de leur pleine citoyenneté. La seconde répondait par l'arrestation de chefs nationalistes (par exemple de Ben Bella) et par la bataille d'Alger (1957).

A noter que durant cette bataille, menée par les parachutistes (6000 paras) du Général Massu, l'État français a établi et formalisé des méthodes de guerre contre-insurrectionnelle qui ont été ensuite enseignées dans « l'école des Amériques » et pratiquées par toutes les dictatures d'Amérique Latine. Les méthodes appliquées (l'utilisation du contingent, les massacres, les tortures, le terrorisme) divisent l'opinion publique en métropole et dans le monde entier.

En 1958, De Gaulle arrive au pouvoir et proclame sa volonté de maintenir l'Algérie Française en faisant de tous les Algériens des Français « à part entière ». Il lance un plan de développement économique basé essentiellement autour du pétrole.

Le FLN refuse cette « paix des braves », le conflit se poursuit.

En 1959 De Gaulle annonce « le droit au peuple algérien à l'autodétermination », et des négociations s'entament en 1960 avec le FLN.

L'institution militaire refuse cette politique jusqu'à tenter en 1961 un putsch qui avorta.

A Alger, l'Organisation de l'Armée Secrète est créée pour poursuivre la lutte à tous prix afin de conserver l'Algérie Française. Elle multiplie les attentats en Algérie mais aussi en métropole.

En avril 1962, les accords d'Évian sont approuvés par référendum par 91 % des votants de France métropolitaine, les électeurs des 4 départements d'Algérie sont exclus de ce scrutin.

En clause annexe, ces accords autorisaient la présence militaire française durant cinq années dans les bases militaires du Sahara ou se réaliseront entre-autres, les premiers essais nucléaires français.

² La guerre d'Algérie ne fut reconnue par l'État français qu'en 1995, par le gouvernement Jospin, auparavant on parlait des événements d'Algérie.

Quelques chiffres

En 7 années de guerre², l'État aura déployé sur le sol algérien 400 000 hommes (la rotation fait qu'il y aura plus d' 1.5 millions d'hommes mobilisés).

Ce conflit aura fait en nombre de victimes : 30 000 soldats français, de 30 à 90 000 harkis, de 4 à 6 000 civils européens et de 300 000 à 1.5 millions d'algériens.

On assistera à l'exode de plus d'1 million de Français d'Algérie vers la France. Loin de se pacifier, l'Algérie continuera à traverser des périodes de violence (par exemple le massacre des harkis abandonnés sur place par l'État français).

La présentation des deux intervenants de la soirée

Robert Siméon

Je suis né en 1941 et j'ai été appelé au service militaire en juillet 1961, 9 mois avant la signature des accords d'Évian. Je suis d'origine parisienne, d'une famille d'ouvriers, un petit Français comme il y en avait tant et comme il y en a encore tant aujourd'hui, sans histoire remarquable, sauf :

- que mes parents étaient proches du parti communiste
- que j'étais apprenti typographe dans la presse parisienne (métier traditionnellement acquis à la critique sociale)
- et que j'ai fréquenté des mouvements d'émancipation : Auberges de Jeunesse, Service Civil International...

Durant ces années-là ma conscience citoyenne (comme on dirait aujourd'hui) a mûri de par mes fréquentations, notamment durant mon apprentissage dans la presse parisienne, où je côtoyais des ouvriers, tous syndiqués, qui militaient politiquement ou pour la défense des Droits de l'Homme. Ainsi petit à petit j'ai été convaincu que cette guerre était un véritable scandale et que je ne pourrai pas l'accepter ; je ne pourrai pas partir là-bas faire cette guerre.

Des années ont passé, et en 1961, j'ai laissé mon « saint-jean » c'est-à-dire mes outils de typographe et je suis parti travailler sur des chantiers d'urgence du Service Civil International, notamment en Suisse. Là, le 25 avril 1961, quand

les généraux faisaient leur putsch en Algérie, s'est imposée à moi la décision définitive de refuser de faire cette guerre.

J'avais déjà eu des contacts avec des pacifistes ; le plus connu d'entre eux, Louis Lecoin, à qui j'ai soumis mon problème de conscience, m'a exposé les conséquences de mon refus si je persistais : je serai arrêté, puis inculpé pour insoumission, désobéissance, jugé par un tribunal militaire et condamné à la prison, pour des années peut-être. Il m'a indiqué un petit groupe, dénommé Action Civique Non Violente, qui jusqu'à présent manifestait contre les camps d'assignation à résidence.

Les assignations à résidence, c'était les internements d'Algériens, arrêtés au faciès, ou quand ils étaient soupçonnés, en métropole, d'avoir cotisés au FLN, ou quand ils avaient été ramassés avec des tracts dans la poche, ou pire ; ils étaient alors enfermés dans ces camps, sans jugement.

Et puis un jour de fin 59, il y a eu André Bernard et Pierre Boisgontiers, deux objecteurs de conscience, qu'aujourd'hui on appelle réfractaires.

Ils ont été frapper à la porte de l'Action Civique Non Violente pour leur demander : « qu'est-ce que vous faites pour soutenir les réfractaires qui refusent de partir en Algérie ? »

Les militants de ce groupe de non-violents ont réfléchi aux conditions du soutien à ces réfractaires et ont proposé :

- d'ouvrir des chantiers d'entraide bénévole, surtout dans les bidonvilles de la région parisienne, où habitaient des travailleurs nord-africains dans des conditions inhumaines ;
- d'écrire une lettre au Président de la République et au ministère des armées en expliquant que nous refusons de participer à cette guerre, mais que étions prêts à partir en Algérie, sous l'égide d'une organisation internationale, pour venir en aide aux populations algériennes victimes de la guerre.

Évidemment, le pouvoir français ne pouvait pas accepter cela, et on connaissait les conséquences de notre engagement : il nous enverrait ses gendarmes pour nous arrêter sur les chantiers. Et cela s'est passé ainsi, on a été inculpé tour à tour. Nous étions une trentaine, ce n'était pas beaucoup mais c'était quand-même un petit groupe témoin. Ces trente furent donc arrêtés, inculpés, jugés, condamnés, certains plusieurs fois, et nous sommes restés enfermés jusqu'à ce que notre peine soit purgée.

A partir du 19 mars 1962 nous étions théoriquement libérés de notre engagement réciproque, mais pas de nos condamnations, qui ont été jusqu'à

leur accomplissement, ou jusqu'en décembre 1963, jusqu'à ce que le statut des objecteurs de conscience soit voté, le 23 décembre de cette année-là.

C'est l'action décidée pour dénoncer la guerre d'Algérie qui nous semblait être le moyen le plus logique et efficace, car quand on était arrêtés puis jugés, les copains de l'Action Civique Non Violente médiatisaient l'affaire en l'exposant sur la place publique.

On manifestait fréquemment ainsi, dans des lieux symboliques. Je me souviens place Bellecour à Lyon, ou à Nancy, devant les grilles du château de Stanislas. On s'enchaînait sur des grilles pour tenir le plus longtemps possible, pour être vus, pour témoigner, et que notre action interroge le plus grand nombre de passants.

Rémi demande à Robert : « A ta sortie de prison, qu'est-ce que tu as fait? »

- Et bien moi, j'ai été condamné à 18 mois de prison, c'était une peine moyenne. J' ai été libéré fin juin 1963, mais ce temps de prison n'était pas suspensif de l'obligation du service militaire, qui restait obligatoire. Alors je suis parti clandestinement pendant un mois, pour revoir ma famille, puis j'ai répondu à l'ordre d'appel, et j'ai accepté l'uniforme, mais j'ai refusé de porter les armes. On m'a versé dans un corps d'infirmiers, et j'ai été libéré en mars 1964, quand ma demande pour bénéficier du statut d'objecteur de conscience a été accepté.

La trentaine de copains qui constituaient ce groupe de résistants venaient d'horizons philosophiques différents (des chrétiens catholiques, des protestants, un juif, des agnostiques). Nous étions différents, mais fraternels et solidaires entre nous. On s'était engagés sur un texte revendicatif pour la durée de la guerre, donc valable jusqu'au 19 mars 1962.

En guise de petite conclusion : à quoi cela a-t-il servi ? Quel a été l'impact de notre résistance à la guerre sur le plan national ?

En Algérie, il semble qu'on ait été méconnu, ignoré. Auprès de certains combattants algériens, du FLN, on allait à l'encontre de ce qu'ils recherchaient, de leur stratégie.

Pour eux, l'objectif, c'était d'entraîner la population contre le colonisateur et nous on était perçu comme des gens dérangeants... On allait à l'encontre de cette politique.

En France, on a eu des soutiens, mais pas de l'Église, pas du parti communiste,

pas du parti socialiste. Du PSU, oui, né en 1959 de l'opposition à cette guerre. Après la guerre, une chape de plomb est tombée sur cette affaire, et tous les aspects de cette histoire ont été oublié, jusqu'en 2001, quand on a cherché à nous retrouver à quelques-uns, et puis tous. On a décidé de se réunir en 2003, de faire connaître notre histoire, d'écrire un bouquin, de faire un film, un site internet et de nous constituer en association, pour raconter notre histoire et témoigner.

C'est ainsi que je suis parmi vous aujourd'hui.

Rémi Serres

Moi j'étais mieux que Robert, j'étais discipliné et donc je suis allé à la guerre.

J'avais 20 ans. Un jour, je reçois une feuille de route, c'était le service militaire. Normalement, on faisait les classes en France et on partait en Algérie quand on savait faire la guerre. Mais comme j'étais chasseur avant, il l'ont deviné sans doute, ils m'ont envoyé directement là-bas.

Donc j'ai fait mes classes en Algérie au premier régiment des tirailleurs algériens, régiment disciplinaire. Je n'avais rien fait de mal mais voilà il y avait de la place là.

Pendant quatre mois on t'apprend à faire la guerre et surtout à obéir, chercher à comprendre c'est déjà chercher à désobéir, donc tu n'as pas à savoir pourquoi tu fais cela mais tu le fais.

Donc c'était très dur, il y avait des coups, des marches dans la nuit, des pompes où tu disais « le caporal est un lion et moi je suis un con » pour t'humilier un peu plus.

Et puis on t'apprenait à tirer, à tirer sur des cibles, à entretenir les armes, à comprendre comment fonctionne une arme. Et puis au bout de quatre mois, tu étais prêt pour aller faire la guerre.

De là nous sommes allés au 117^{ème} régiment d'infanterie et là c'était assez tranquille parce que c'était dans la plaine de la Métidja. On gardait les pieds noirs, des gens assez riches et il fallait une garde pour chaque ferme, c'est-à-dire une section d'environ 20 personnes.

On a aussi participé à la compagnie centrale qui avait pour mission d'approvisionner les autres compagnies, en arme, en munition, en cinéma.

On a tout découvert quand on arrivait là-bas. Nous on venait de la montagne. Dans nos campagnes on ne savait rien, on n'avait pas la télévision, très peu de journaux, un peu de radio très peu et donc on découvrait l'Algérie, on découvrait la guerre. On allait là-bas sans savoir ce qu'on allait faire et très vite on a compris qu' on était tombé dans un piège et qu'on venait défendre des intérêts qui n'étaient pas les nôtres.

Dans les chambrées, on était à l'époque pas très cultivés et pas très futés, mais on comprenait que cette guerre on ne la gagnerait pas. En face de nous, il y avait une armée ridicule c'est-à-dire qu'il y avait des gens avec des fusils de chasse et quelques armes qu'ils arrivaient à nous piquer. Nous on avait l'artillerie, l'aviation, il y avait 400 000 permanents là bas (plus d'un million cinq cent mille soldats qui sont passés là-bas durant les neuf ans). Malgré cela on ne pouvait pas gagner la guerre parce que la population était et soutenait la guérilla. Donc très vite, on a compris qu'on était là et qu'il fallait attendre que cela passe. Quand on était là-bas plus question de repartir. Et désertre! Comment faire quand on est sur des pitons rocheux ? Comment revenir en France? Alors quand t'étais là-bas tu étais obligé d'y rester!

Après ces dix mois où l'on était un peu planqués, nous sommes partis dans les montagnes, là où s'est passée la guerre. C'était pas la guerre de 14 mais la guerre quand-même et on a découvert la misère.

On a compris qu'il y avait une différence entre les Européens et les indigènes. Les indigènes c'était le niveau juste au-dessus de l'esclavage, ils vivaient très pauvrement, trois brebis, un âne, une chèvre, des figues, des olives et cela s'arrêtait là.

Dans les villages il n'y avait plus personne, plus personne en âge de combattre.

Quand le FLN arrivait dans un village et voyait un homme en âge de combattre il lui disait « tu viens avec nous sinon » Et si nous arrivions les premiers et bien nous lui disions la même chose. Donc il y avait des familles où des frères, l'un était au FLN et un autre avec nous. Il y avait des harkis qui avaient choisi de l'être mais d'autres non. C'était presque une guerre civile entre eux.

Parfois il y avait des drames, quand on partait en opération, certains ne voulaient pas venir et voulaient garder le poste car ils savaient que dans cette région ils pouvaient tirer sur leur frère.

Dans ces villages il ne restait plus que les femmes, les vieillards et les enfants.

Et quand on fouillait dans ce village, il me reste le regard de ces femmes avec leurs enfants dans leurs jupes et qui se demandaient quand on partirait...

Je ne parle pas des viols ni de tout ce que vous avez entendu parler.

Il y avait des zones interdites. Pour faciliter la guerre on repoussait les populations dans les vallées ou dans les centres et ils avaient 48 h pour quitter le village. Au bout de 48 h, l'aviation pilonnait le village et on tirait sur toutes les personnes qui restaient dans ces zones interdites. Ils n'avaient pas le choix, ils délaissaient leurs troupeaux et partaient avec un minimum de provisions. Ces paysans déjà pauvres perdaient tout.

Tous les pitons de Kabylie étaient occupés, c'était une armée d'occupation, on restait sur place et le soir on allait tendre des embuscades autour des villages car les fellagas, il fallait bien qu'ils mangent et donc ils descendaient au village.

La troupe qui était placée la première avait peu de perte et l'autre beaucoup. C'était un peu la chasse, avec des gagnants et des perdants. Car finalement, tu prends plaisir à faire la guerre et avec le recul on se dit qu'on n'était plus des hommes. On était devenus des robots et on écoutait ce que disait le chef.

La misère, les zones interdites, les villages brûlés, les suspects...

Un suspect c'est une personne qui se retrouvait à un endroit et à un moment où il ne devait pas être. Il était amené et systématiquement torturé. On le relâchait ou pas, parce qu'on avait tous les droits là-bas.

La politique de l'époque avait donné les pleins pouvoirs à l'armée, on n'avait pas de compte à rendre. Et c'était très facile, on avait « la corvée de bois »: elle consistait à prendre un prisonnier, on lui disait « on va te lâcher » et puis on lui tirait dessus tout simplement et sur le compte-rendu on disait qu'il avait voulu s'échapper. Donc très peu de prisonniers avaient la vie sauve.

Le plus terrible de tout c'était la torture. Je me souviens de l'épicier du village, qui à tort ou à raison avait ravitaillé les fellagas, il avait été pris et torturé. Et le lendemain nous étions deux ou trois qui ne nous étions jamais fait à cette histoire de torture, on va le voir dans son cachot et on lui demande ce qu'il lui est arrivé : « Au début, ils m'ont tapé et moi j'ai tapé mais je n'aurai pas dû ».

Je vois encore cette femme en faisant mon tour de garde qui après avoir été torturée et arrosée d'eau, a été jeté nue dehors pas une nuit glaciale.

J'ai vu des prisonniers qui sous la torture ont dit « il y a une cache à tel endroit ».

On va à l'endroit, il n'y a pas de cache, et l'adjudant de compagnie se met à le taper. J'ai conduit des bêtes toute ma vie, je n'ai jamais tapé pareil.

On faisait l'école au village et le militaire qui faisait l'école était protégé par un petit groupe.

Nous distribuions des bonbons à des enfants et un enfant refuse le bonbon en disant : « je ne veux pas de tes bonbons, hier vous avez tué mon père ».

On a vu aussi des morts parmi nous et un soir de retour d'opération il y avait seize lits vides.

Voilà ce que j'ai vécu en Algérie pendant quinze mois.

Et puis il y a eu le retour, on avait envie de raconter ce que nous avons vu mais personne ne voulait savoir parce que cette guerre c'était la honte de la France, nous étions les occupants et eux c'était les occupés. Donc on était pas très à l'aise pour parler de cette guerre.

Nous pensons à ce que nous aurions dû faire là bas. Et cela nous travaille car on ne se culpabilise pas sur ce qu'on a fait mais sur ce qu'on n'a pas fait.

Quand nous entendions du poste une personne qui criait toute la nuit, nous aurions dû à 4 ou 5 aller voir le capitaine, le prendre par la veste et lui dire arrête sinon on va te faire la même chose. Seulement voilà, fallait être courageux parce qu'on risquait la mort ou le conseil de guerre.

Mais avec le recul, il y a bien des gens pendant la guerre de 40 qui ont caché des juifs au péril de leur vie. On n'a pas été si courageux mais on avait 20 ans et pas la culture, ni la maturité politique que nous avons maintenant.

Ce qu'on aurait dû faire aussi, c'est se mettre du côté des fellagas et combattre ensemble le colonialiste. Ce n'était pas la France qui était coupable c'était le colonialiste.

Après quand tu arrives dans le civil et que tu as rendu ton paquetage, t'essaies de faire ta vie avec. Et la vie te prend, le travail te prend, la famille te prend et tu essaies d'oublier.

Et après le temps passe et un de nos enfants, notre fils est devenu objecteur insoumis. Il a fallu plaider cela et il m'a demandé d'aller témoigner à son procès et j'ai dit que la guerre était une connerie et le service militaire, qui était l'école de la guerre, était une connerie aussi.

Cela a réveillé ce qui était éteint pendant 40 ans...

Quand tu arrives à la retraite à 65 ans, tu as le droit à une retraite de combattant de 630 € par an aujourd'hui. Et je me suis dit qu'est-ce que j'en fais de ces sous,

il est taché de tout ce que je viens de dire, je ne peux pas le prendre ? Au procès de notre fils, j'ai connu les gens du COT (Comité des objecteurs tarnais)... Nous avons créé ensemble une association qui s'appelle « Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis contre la guerre (4ACG) ». Nous avons démarré à 4 et aujourd'hui nous sommes 140 sur toute la France, des adhérents, c'est-à-dire ceux qui versent la totalité de leur retraite. N'importe qui d'entre vous peut devenir amis moyennant 25 euros et donc il y a autant d'amis que d'adhérents. En tout nous sommes trois cent, nous sommes très riches et nous avons 70 à 80 mille euros à distribuer et faut en faire quelque chose.

Nous nous sommes cantonnés à la Palestine et à l'Algérie et nous redistribuons cet argent à des associations œuvrant pour la paix. Pour vous en citer quelques unes : à Tizi Ouzou, nous accompagnons des femmes et des jeunes dans la création de micro-entreprises. Nous essayons de soutenir un centre culturel et éducatif en Palestine. Nous avons essayé d'aider un village hautement symbolique dans la Kabylie, un village qui essaie de faire revivre l'agriculture en plantant des arbres, des figuiers, des oliviers et nous avons participé à acheter un micro-bus pour amener les enfants à l'école... Donc voilà ce que nous essayons de faire de notre argent.

Nous avons mis deux ans pour organiser deux voyages vers l'Algérie. Ces voyages nous ont permis de redécouvrir ce pays et surtout de reprendre contact avec ceux qui étaient hier nos ennemis. C'était très émouvant, une dame a dit : « j'ai vu des gens de 70 ans pleurer d'un côté comme de l'autre ». Nous sommes reçus comme des frères. On leur a foutu sur la gueule pendant 10 ans mais ils ne doivent pas s'en rappeler, en tout cas nous sommes les bienvenus.

Nous rencontrons des municipalités qui organisent des rencontres avec des anciens moudjahidins. Nous essayons de travailler avec les écoles de là-bas, comme on a fait en France pour leur dire que la guerre, ce n'est pas la solution.

Et puis pour vous raconter mais je ne sais pas si j'y arriverai parce que c'est dur: nous étions reçus par une municipalité à côté de Constantine où nous avons parlé de nos différentes associations. Un gars de 55 ans se lève et dit « vous avez tué mon père, ma mère, vous avez tué le père et la mère de ma femme »... Ceux qui les avaient tués, c'était le bataillon basé à tel endroit juste à côté... L'un d'entre nous se lève, pas très à l'aise, et dit : « moi, j'étais dans ce bataillon et c'est peut-être moi qui ait tué votre père ». Pardi, il y a eu un moment de silence mais l'histoire ne s'arrête pas là. Nous sommes restés deux jours à Constantine et le soir le gars téléphone et dit « je voudrais parler au gars qui

s'est levé ce matin, je voudrais que ce gars vienne manger à la maison ». Voilà ce qu'on essaie de faire humblement, nous essayons de nous réconcilier avec ce peuple.

Un deuxième point qu'il ne faut pas oublier. En assemblée générale, on donne la parole aux nouveaux adhérents et là, les gens vident leur sac et certains disent « c'est la première fois que j'arrive à parler de la guerre ».

A la dernière assemblée générale, un nouveau se lève et dit « moi j'ai pas besoin de micro, je parle fort et je vais vous raconter ...», il démarre très fort et à la fin il se met à pleurer.

Voilà ce que nous essayons de faire, à notre niveau. C'est émouvant et j'ai du mal à vous le dire... Nous nous retrouvons déjà pour nous faire du bien car nous en avons besoin. Et aussi on essaye de faire quelque chose de mieux que la guerre avec le peuple algérien.

Les questions et discussions avec le public

Robert, vous disiez qu'à l'époque, votre action était très peu connue en Algérie et pas forcément bien vue des combattants algériens. Pourquoi ?

Robert répond que le mouvement des réfractaires souhaitait s'interposer entre les belligérants. Or le FLN tirait sa légitimité de la lutte armée. S'interposer, c'était aller à l'encontre de sa politique.

Rémi décrit alors la guerre de pouvoir que le FLN (une poignée de dirigeants « planqués » à l'étranger) a livré à l'ALN (4 à 5000 combattants de l'armée de libération nationale basés en Kabylie). Des opposants aux FLN ont été éliminés.

Dans la salle, une personne décrit le chemin du FLN après l'indépendance avec, en 1965 le coup d'État du colonel Boumedienne qui renverse Ben Bella et sa politique de gauche. A ce moment les Européens, qui ont tenté d'aider la reconstruction du pays, fuient le pays. Des Algériens sont exilés en France. C'est le cas de Mohammed Harbi, un historien de la guerre d'Algérie qui était

membre du FLN et fut emprisonné par les Français. Durant la période 62-65, Harbi a participé au développement de l'autogestion dans les campagnes (comme ça c'était fait en Aragon dans les années 36).

Le PC et le PS n'ont pas soutenu les actes de résistance à la guerre ?

Le PC, le PS et l'Église catholique ne pouvaient pas encourager le refus du port de l'uniforme pour que l'armée continue à marcher.

Les Protestants ont eu une autre attitude. Le PC avait comme mot d'ordre de ne pas empêcher les jeunes adhérents de partir en Algérie mais de noyauter de l'intérieur le système militaire. Est-ce que cette position a eu des effets le 25 avril 1961 au moment du putsch des Généraux ?

Quelques prêtres catholiques ouvriers de la région lyonnaise sont rentrés en résistance à leur façon.

Un intervenant souligne le fait que Guy Mollet et les socialistes étaient au pouvoir et conduisaient cette « grande opération de police ». François Mitterrand ministre de ce gouvernement a eu cette phrase : « L'Algérie c'est la France .

Y-a-t'il eu, en Algérie, des mouvements politiques indépendants du FLN ?

Une personne précise que d'autres mouvements indépendants et socialistes comme celui de Messali Hadj ont existé. On prend acte de ceci après 1962 dans une revue de l'Internationale situationniste. Camus a été lié à quelques-uns de ces mouvements (voir Camus et les libertaires – 2012 – (Égrégores éditions).

Avez-vous eu des liens avec des associations de harkis?

Rémi dit que les Algériens d'Algérie ne parlent pas des harkis. Ils sont considérés comme des « traîtres qui avaient le choix de combattre ou pas leur peuple ».

Robert précise que les harkis étaient des Algériens enrôlés parfois de force dans des sections militaires. Ils avaient souvent les rôles de chauffeur, cantinier, facteur, etc. dans les camps de regroupement. Ces personnes ont été obligées de quitter l'Algérie en 1962. Robert pense que le FLN a eu besoin pour asseoir sa légitimité après la guerre de ses héros, de ses martyrs mais aussi de ses traîtres, et les harkis ont été utilisé comme tels. Le FLN a durci cette représentation des harkis dans l'imaginaire populaire algérien.

Les pays limitrophes ont-ils été solidaires de leurs frères arabes ?

Robert pense que la Tunisie le Maroc et l'Égypte l'ont été puisque les dirigeants du FLN pouvaient s'y cacher. A noter que ces pays avaient déjà obtenu leur

indépendance. L'Algérie avait une situation différente puisqu'elle possédait du pétrole, et surtout plus d'un million d'Européens y vivaient, sur une population totale de 9 millions. En 1954, dans toutes les sphères de la société française, il semblait impensable que l'Algérie acquière une indépendance totale.

Au moment de l'appel, qu'est-ce qui se disait de la guerre dans les foyers ?

Rémi se souvient qu'à son départ, on disait que ce n'était pas une guerre mais juste une petite rébellion. Les troupes allaient « pacifier la région » et les rebelles devaient être rapidement maîtrisés par la supériorité de l'armée française. A son retour il a été marqué par le silence qui se faisait autour de la guerre. Personne ne voulait savoir quoi que ce soit. Il pense qu'il y avait une honte par effet rétro de 39/45 où les Français avaient lutté pour se libérer de l'envahisseur.

Robert, au moment des faits, as-tu trouvé des personnes qui comprenaient ta position ?

Robert répond qu'il y en avait dans les milieux pacifistes. Il n'a eu aucun soutien dans le syndicat de la presse parisienne, mais par contre les discussions étaient fréquentes dans certains ateliers.

C'était difficile pour lui d'affronter la famille et son entourage, sa démarche pouvait être considérée comme de la lâcheté.

Une personne explique comment la guerre d'Algérie a servi d'école pour l'élaboration de « stratégies de contre-guérilla ». Doctrines et pratiques ont été formalisées puis exportées notamment en Amérique du sud. En France, ces stratégies sont utilisées dans les grandes villes, en banlieue notamment, contre des populations maghrébines. Cette personne propose à l'association 4ACG d'aider financièrement un ou des projets des communautés de soutien anti-répression qui travaillent dans ces banlieues.

Pour conclure la soirée, Robert nous invite à réfléchir sur cette notion de « résistance à l'ordre établi, et à la désobéissance civile ».

C'est surtout l'Histoire des Puissants que l'on apprend à l'école, que l'on nous raconte dans les grands médias : celle des «grands hommes» et des grands événements, celle du Progrès, celle des vainqueurs en fait. Une Histoire officielle, monolithique et inévitable.

Les histoires des gens ordinaires, de leur quotidien, de leurs tentatives pour s'organiser entre eux, pour résister, sont le plus souvent ignorées. Certains chemins ont été laissés de côté par la majorité, certaines manières de vivre et certains savoir-faire ont été mis au rancard par les pouvoirs en place.

Pourtant les brèches, parfois incroyables, ouvertes par des mouvements populaires ou intellectuels qui ont ensuite été étouffés sont dignes d'intérêt.

C'est à ces brèches et à ces chemins d'une surprenante actualité, que les

ATELIERS D'HISTOIRES POPULAIRES seront consacrés.

Les conférences sont ouvertes à tous et visent à susciter le débat, y compris sur notre époque et notre avenir.

Es subretot l'istòria dels poderoses que s'apren a l'escòla, que se conta dins los grands mediàs: aquela dels « òmes grands » e dels grands eveniments, aquela del progrès, aquela dels venceires en fach. Una istòria oficiala, monolitica e inevitabla.

Las istòria del monde, de la vida vidanta, de tentativas per s'organizar entre eles, per resistir, son lo mai sovent ignoradas. D'unas dralhas son estadas daissadas de costat per la majoritat, d'unes biaisses de viure e d'unes saber far son estats mes de costat pels poders en plaça.

Ça que la las brècas, de còps increvable, dubèrtas per de moviments populars o intellectuals que son puèi estats amagats, son dignes d'interés.

Son a aquelas brècas e a aquelas dralhas d'una susprenenta actualitat, que los TALHÈRS D'ISTÒRIAS

POPULARAS seron consacrats.

Las conferéncias son dubèrtas a totes e an per tòca de provocar la discutida, a mai sus nòstre temps e nòstre devenir.

ces soirées sont organisées par quelques habitants entre Grésigne et Causse.